

<https://www.elcorreo.eu.org/POLITIQUE-METAPHYSIQUE>

POLITIQUE METAPHYSIQUE

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : lundi 12 janvier 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'invasion du Venezuela, l'enlèvement de son président légitime et le meurtre d'au moins soixante Vénézuéliens constituent la mise en œuvre d'un nouveau plan pour notre région dans lequel Donald Trump s'est arrogé le rôle de président de l'Amérique Latine.

Il est impossible pour les pays d'Amérique latine (et les pays du Sud en général) de pratiquer la démocratie lorsque l'empire le plus puissant et le plus meurtrier du monde s'ingère constamment dans leurs élections, les attaque, leur impose des sanctions et finance des actes de déstabilisation et des coups d'État.

La véritable démocratie n'existera pas tant que l'impérialisme existera

Benjamín Norton

Nous assistons aujourd'hui à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de « puissance sauvage » annoncée par Donald Trump et ses acolytes dans la nouvelle stratégie de sécurité nationale 2025 récemment publiée.

Comme le souligne à juste titre l'historien américain Greg Grandin, tant dans son livre « *America, America* », publié en mai 2025, où il décrit en détail les atrocités commises par les États-Unis dans notre région, que précédemment dans son ouvrage primé « *The End of the Myth* », et même plus tôt dans « *The Workshop of Empire : Latin America, the United States and the Rise of the New Imperialism* », « les États-Unis se sont habitués à leur brutalité et à une prérogative unique : leur capacité à organiser leur politique intérieure autour de la promesse d'une expansion constante et sans fin.

L'invasion du Venezuela, l'enlèvement de son Président légitime et le meurtre d'au moins soixante (60) personnes constituent la mise en œuvre d'un nouveau plan pour notre région dans lequel Donald Trump a assumé, de sa propre décision, son rôle de président de toute l'Amérique Latine, s'attribuant des prérogatives de mandats, de politiques publiques, de décisions géopolitiques, de persécution politique et criminelle, d'instructions judiciaires et de tout ce qui correspond aux pouvoirs des gouvernements souverains que les États-Unis ont décidé de leur retirer, les transformant en délégations du Département d'État.

Ce qui est nouveau dans ce scénario, en tout cas, pour un pays qui a massacré, envahi, torturé, bombardé et assassiné à travers le monde comme aucun autre au cours des quatre-vingts dernières années, c'est l'affichage explicite de sincérité par le président des États-Unis.

La décision de Trump de dévoiler les intentions sans filtre de son gouvernement et de son pays perturbe profondément ses alliés hypocrites, habitués à dissimuler les atrocités du G7 et de l'OTAN au nom de la « défense de la démocratie et des droits de l'homme », valeurs désormais dénuées de sens et superflues dans les actions et la communication du locataire de la Maison Blanche.

Cependant, cette brutalité, qui met mal à l'aise les « anciens alliés », représente un baume protecteur et justificatif pour des gouvernements comme ceux de Netanyahu, Milei, Kast et autres, que Trump cherche à étendre en Amérique latine, en Europe et au Moyen-Orient.

La Maison Blanche a décidé que sa politique étrangère, dans un avenir proche, consisterait à imposer des gouvernements d'une obéissance maximale et à user de la brutalité politique, par tous les moyens et dans tous les pays possibles. Elle n'a aucun intérêt à freiner les valeurs que les Démocrates ont transformées en concept de « soft power », valeurs qui ont profité à des milliers de politiciens, de journalistes et de juges à travers le monde, employés par l'USAID et d'autres agences d'influence américaines, et « protégés » par les États-Unis eux-mêmes en tant que

défenseurs de la « liberté et de la démocratie ».

Une bonne dose de réalisme pour les prétendus alliés de la « démocratie occidentale » qui constatent aujourd'hui le mépris que Trump affiche à leur égard et à l'égard de leurs idées.

La décision de Trump de transformer, dans la pratique et dans le cadre de sa politique étrangère, les « intérêts permanents » des États-Unis en « intérêts circonstanciels » de sa faction politique est déjà une décision prise.

La nouvelle stratégie de sécurité nationale ne fait plus mention de ces « vieilles valeurs ». Il ne s'agit pas de soutenir la démocratie, ni de défendre des principes que le dit « Occident » considère comme acquis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit de projeter une puissance mondiale qui ne reflète que des intérêts économiques américains conjoncturels. De fait, Trump a mentionné le mot « pétrole » vingt-sept (27) fois lors de sa conférence de presse suivant l'invasion du Venezuela, et pas une seule fois le mot « démocratie ». Fin du soft power, place au pouvoir brutal.

Ce retour en force de Trump coïncide, peut-être pas par hasard, avec une crise politique et économique interne imminente, marquée par une série ininterrompue de défaites électorales de toutes sortes, à commencer par le New Jersey et la Virginie, suivies de la défaite à la mairie de New York face à son rival de toujours, Zohran Mamdani, du différend concernant les limites des circonscriptions électorales en Californie, où il a également perdu face à Gavin Newsom, et même de la défaite inattendue à Miami face à la démocrate Eileen Higgins. Face à cette situation, le mouvement MAGA aspire à aller de l'avant en recherchant et en établissant de nouveaux alliés au-delà des frontières nationales, recourant à la fraude, aux invasions, et même aux assassinats si nécessaire.

Le plan en cours vise à donner aux entreprises américaines le contrôle de toutes les ressources naturelles stratégiques d'Amérique latine, notamment le pétrole, les minéraux critiques et les terres rares. Le gouvernement américain entend créer une nouvelle chaîne d'approvisionnement latino-américaine, avec des personnalités comme Javier Milei à sa tête, qui exploiterait une main-d'œuvre quasi-esclavagiste grâce à la déréglementation du travail, afin de remplacer les importations chinoises, toujours essentielles au fonctionnement de l'économie US.

Pendant ce temps, la politique latino-américaine du XXI^e siècle, à quelques rares exceptions près, oscille entre des propositions moyenâgeuses qui s'identifient à Trump et des acteurs politiques qui s'adressent à un monde disparu, exigeant le respect de règles que plus personne ne suit, et répétant un mantra de solutions proposées qui ne peuvent plus être invoquées nulle part ni devant aucun tribunal. Les fervents défenseurs de la gouvernance mondiale, de la Charte des Nations Unies et du droit international sont désormais comme ces prêtres qui tentent de convaincre les athées de l'existence de Dieu. Plus personne ne croit à l'existence réelle de ce qu'ils proclament.

Les départements de relations internationales des universités étudient de nombreuses théories politiques et historiques des événements et des époques dans le monde. Parmi elles figure le réalisme politique, courant de pensée au sein des relations internationales, qui considère l'État et son contrôle comme l'entité suprême garante de l'ordre social et de la planification économique. Ce courant est apparu en réaction à l'idéalisme politique, centré sur l'idée d'une coexistence pacifique et harmonieuse au sein de la société, dont la vérification historique s'avère complexe.

Nos idéalistes politiques du XXI^e siècle sont comme des loups hurlant à la lune, aveugles à la réalité. L'époque de Rousseau et du contractualisme semble aujourd'hui être des antiquités, alors que les analyses de Machiavel, Hobbes et Carl Schmitt sur le monde réel restent d'une actualité brûlante.

Les récits des insubordinations fondatrices qui ont permis aux pays du centre de devenir ce qu'ils sont aujourd'hui

devraient être le miroir dans lequel nous voyons notre avenir, mais le réalisme périphérique qui nous accompagne doit nous faire comprendre que, comme l'a justement dit Carlos Escudé, les autonomies relatives des pays périphériques comme le nôtre ont été réduites à des cas minimes, et que par conséquent, l'approfondissement d'alliances internationales plus explicites est le seul avenir vers lequel le peuple travailleur argentin peut se tourner avec espoir.

Ceux qui aspirent à nous diriger doivent accepter notre réalisme périphérique, qui conditionne nos actions, même si notre rivage doit se trouver de l'autre côté du fleuve Escudé, aux côtés des BRICS et surtout de la Russie et de la Chine, et loin de toute soumission aux États-Unis.

Feindre l'ignorance et supposer que, sans alliés stratégiques extérieurs, nous pouvons à nouveau avoir un gouvernement populaire et anti-impérialiste par le biais des élections n'est rien de plus que de la politique métaphysique, bien loin de la réalité de notre époque et qui nous conduit sur la voie erronée de nouvelles frustrations et de débâcles sociales.

Marcelo Brignoni* pour [La Tecl@ Eñe](#)

[La Tecl@ Eñe](#). Buenos Aires, le 5 janvier 2026.

* **Marcelo Brignoni**. Analyste politique argentin. Il a été fonctionnaire du gouvernement national argentin, de fin 1999 à mars 2001, occupant le poste de secrétaire coordonnateur du Conseil fédéral pour le développement social, au sein du ministère du Développement social et de l'Environnement de la Nation.

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora-<https://www.elcorreo.eu.org/POLITICA-METAFISICA>] par
: Estelle Leroy et Carlos Debiasi.